ASSEMBLÉE NATIONALE

28 novembre 2024

CONTRE TOUTES LES FRAUDES AUX AIDES PUBLIQUES - (N° 633)

Commission	
Gouvernement	

Adopté

AMENDEMENT

N ° 39

présenté par

M. Jean-Pierre Vigier, M. Ray, M. Le Fur, M. Bourgeaux, M. Brigand, M. Descoeur,
Mme Bonnard, M. Bazin et Mme Corneloup

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 3 TER, insérer l'article suivant:**

I. – Les travaux financés par la subvention attribuée au titre de l'article L. 321-1 du code de la construction et de l'habitation pour la réalisation de travaux d'accessibilité ou d'adaptation au vieillissement ou au handicap, sont réalisés dans la limite d'une sous-traitance ne pouvant excéder deux rangs.

II. – Les travaux financés au titre des certificats d'économie d'énergie prévus à l'article 14 de la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique, sont réalisés dans la limite d'une sous-traitance ne pouvant excéder deux rangs.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement est un amendement de cohérence avec les dispositions de l'article 3TER, visant à interdire la sous-traitance en cascade pour les travaux aidés dans le cadre des dispositifs d'aides de MaPrimeAdpat et des Certificats d'économie d'énergie.

En effet, la limitation de la sous-traitance à deux rangs doit s'appliquer à l'ensemble des travaux aidés afin de lutter efficacement contre la fraude et lutter contre les sociétés commerciales peu scrupuleuses.

Tracfin évaluait les fraudes liées à la rénovation énergétique à 400 millions d'euros en 2023.